

# Réception de nouvel an des élus et militants socialistes de Livry-Gargan

Vendredi 13 janvier 2012

intervention de  
**Pascal Popelin**  
Premier adjoint au maire de Livry-Gargan  
Vice-président du Conseil général

13 | 12

Chers amis,

**Très belle année à chacune et chacun d'entre vous**, à titre personnel et pour tous ceux que vous aimez : santé, bonheur, réussite !

**Très belle année à Livry-Gargan**, qui est un des points communs qui nous rassemble ce soir, que nous soyons dans cette ville acteur institutionnel, militant associatif ou politique, entrepreneur, agent du service public municipal...

Au-delà de nos profils et de nos parcours différents, nous avons, je crois, un point commun : nous aimons cette ville et nous voulons le meilleur pour elle. Nous voulons continuer de travailler à son avenir. Un avenir que je souhaite serein et maîtrisé. Un avenir qui s'appuie sur les atouts qui ont été construits par nos aînés, eux qui ont su faire de Livry-Gargan une ville si particulière, dans un environnement si particulier.

Alors j'entends parfois dire : ce n'est plus comme avant ! Connaissez-vous un endroit, mes amis, où tout est toujours « comme avant » ? Le Vatican peut-être... Et encore ! Il n'est jamais possible d'arrêter le temps, pour le figer dans un passé que nos mémoires ont toujours quelque peu tendance à idéaliser. Livry-Gargan n'est pas et ne peut pas être une bulle au milieu de nulle part. Notre rôle consiste donc à être en mouvement, perpétuellement en éveil, pour empêcher quand on le peut, à tout le moins ralentir quand les choses sont inéluctables, ce qui évolue dans le mauvais sens. Notre responsabilité, c'est aussi de saisir les opportunités de progrès qui se présentent devant nous. Dans la période, il y a certes, malheureusement, un peu plus de choses qu'il faut essayer d'empêcher ou de ralentir, que d'opportunités à saisir. On ne choisit pas son époque !

Au-delà de la gestion rigoureuse des affaires publiques, à laquelle nous nous obligeons depuis toujours, au-delà de notre préoccupation de préserver et de développer un service public de qualité pour les Livryennes et aux Livryens, ces questions du devenir de nos territoires et de la place qu'y prendra Livry-Gargan, en particulier dans la perspective du Grand Paris, constituent un des défis majeurs qu'il nous faudra relever en 2012 et dans les années qui suivront. Pour ne pas rester au bord du chemin, ce qui constituerait une faute. Mais pour ne pas non plus nous faire imposer n'importe quoi, je pense notamment à tout ce qui concerne l'urbanisme et les objectifs de densification qui sont devenus le nouveau dada des pouvoirs publics de tous poils. Vous connaissez ma liberté de ton et mon indépendance d'esprit. Soyez assurés que je la mettrai toujours au service de ce que je crois juste.

**Très belle année aussi à la France.** Elle en a bien besoin, d'une très belle année ! En particulier, si je puis me permettre, d'un joli moi de mai, agrémenté si possible d'un magnifique mois de juin...

Une première question simple se pose aux Français : stop ou encore ? Vous avez aimé ces dix dernières années ? Alors vous en reprendrez bien cinq petites autres de plus, semble nous dire la droite. A ce propos, j'ai cru comprendre qu'un des reproches fait aux socialistes

était de trop critiquer le président de la République. Serions-nous à ce point de vilaines gens ? Allons, 600 milliards d'euros de dette publique supplémentaire en cinq ans, 75 milliards de cadeaux faits au plus riches parmi les plus riches (pour en bénéficier, il fallait avoir été invité au *Fouquet's*, cette « brasserie populaire des Champs-Élysées » comme dirait Estrosi), 24 taxes supplémentaires créées depuis 2007 (il y en a sur tout, même sur les sodas) et payées par tout le monde, sans compter tout ce qui a été augmenté... Tout ceci, il faudrait ne pas le dire ? Et tout ceci pour quels résultats ? 1 million de chômeurs de plus, 350 000 emplois industriels détruits (750 000 si l'on fait le calcul depuis dix ans), un déficit commercial en augmentation de 36 milliards d'euros ! Quant à la sécurité, domaine dans lequel « on allait voir ce qu'on allait voir », eh bien on a vu. Les chiffres, là encore, viennent conforter ce que chacun ressent dans son quotidien, y compris à Livry-Gargan : + 21,2 % d'augmentation des violences aux personnes depuis dix ans dans notre pays. Alors je comprends que tout ceci gêne l'actuel président de la République et ses amis, mais qu'ils ne comptent pas sur nous pour taire ces réalités là, durant la campagne. Très franchement, plutôt que de présenter prochainement sa candidature aux Français (au cas où certains d'entre eux n'auraient pas encore compris qu'il est déjà candidat), Nicolas Sarkozy devrait plutôt leur présenter des excuses.

Une fois qu'on a dit cela, nous aurions grand tort de croire que cette critique juste est suffisante pour emporter la conviction d'une majorité de suffrages en faveur de François Hollande (dont vous aviez compris, en venant ici ce soir, que j'allais peut-être un peu vous parler...).

D'abord parce qu'il n'y a pas que deux candidats à cette élection, mais qu'en revanche il y a bien deux tours. Je vous prie de bien vouloir m'excuser de rappeler cette lapalissade, mais l'expérience a démontré que ce n'était pas forcément inutile : pour être au second tour, il faut être qualifié à l'issue du premier. En plaçant le niveau du débat là où ils ont choisi de le mettre ces derniers jours, les mêmes qui nous font le reproche de ne pas être « gentil » avec Nicolas Sarkozy se rendent-ils compte qu'ils font le lit du Front national ? Laissons Madame Morano à ses sorties raffinées. Tout ce qui est excessif est insignifiant, disait Talleyrand. Mais quand le président de l'Assemblée nationale compare la possible élection de François Hollande à une situation aussi grave que la guerre, il me fait penser à un ancien ministre de l'Intérieur qui avait prédit en 1981 que si François Mitterrand était élu, il y aurait des chars russes sur la place de la Concorde. Et quand, dans la même semaine, le Premier ministre se réjouit que l'UMP soit dans un registre « Massacre à la tronçonneuse », je me dis qu'il ne mesure pas bien le film d'horreur que cela pourrait nous préparer. Celui d'un nouveau 21 avril, féminisé certes, mais inchangé.

Deux mots donc à l'intention de ceux qui pourraient être tentés de s'abandonner au vote pour Marine Le Pen. Nous reviendrons au Franc, dit-elle. De quoi effectivement séduire ceux qui n'ont pas assez d'euros dans leur porte-monnaie. Croient-ils qu'ils seraient plus riches pour autant, avec des Francs qui ne vaudraient plus rien ? Selon Madame Le Pen elle-même, le retour au Franc équivaldrait à une dévaluation de 10 %, soit mécaniquement un renforcement immédiat de la dette de 100 milliards (d'euros cette fois !). Est-ce vraiment bien nécessaire dans notre situation actuelle, d'autant que tous ceux qui connaissent un peu le sujet affirment que l'addition serait deux à trois fois plus salée ? J'ai pris cet exemple concret, pour ne pas m'en tenir à une posture moralisatrice trop souvent employée face au vote Front national. Je veux quand même rappeler ici que toutes les expériences d'arrivée aux responsabilités de ce courant de pensée se sont toujours très mal terminées. Au plan local, rappelons-nous Toulon, Vitrolles, Marignane, Orange... Pour ce qui est du fameux « tête haute, mains propres », les électeurs de ces villes ont été servis ! Partout, cela s'est terminé devant les tribunaux. Mais après-tout, ils avaient voulu voir, ils ont vu ! Ce n'était pas irréversible. En revanche, quand le « laboratoire » fut, dans le passé, expérimenté à l'échelle d'un pays, l'histoire de l'humanité en a toujours gardé de profondes blessures...

S'il est dangereux de se lâcher en votant pour Marine, son père et ses gars, ne peut-on pas au moins se faire un petit plaisir « ni droite, ni gauche » en essayant le modèle Bayrou ? On pourrait objecter beaucoup d'arguments. Je n'en retiendrai qu'un : moi, quand je prends un billet, j'aime bien savoir quel sera le moyen de transport et quelle sera la destination du voyage !

Oui mais alors, me dit-on souvent, trop souvent à mon goût (mais bon c'est comme ça), il faudrait que François Hollande soit un peu plus clair dans ses propositions. Là est le principal, pour ne pas dire unique angle d'attaque de la droite : avec Hollande, c'est flou ! On se demande bien où ils sont allés chercher cela... Sont-ils eux-mêmes plus précis sur cette TVA sociale qu'ils rêvent de mettre en place depuis 2007 et que le président de la République ressuscite à 100 jours de l'élection ? Sait-on vraiment comment Nicolas Sarkozy compte s'y prendre avec la taxe sur les transactions financières (taxe Tobin) qu'il exhibe en 2012, comme il brandissait Jean Jaurès et Léon Blum dans ses discours de 2007 ? Qu'importe ! François Hollande doit faire ses preuves à l'examen, ce qui ne manque pas de sel, de la part d'un examinateur qui a lui-même raté tous ses concours, le dernier en date étant, il y a quelques minutes seulement, la dégradation de la note AAA de la France !

Clairs, il se trouve que nous le sommes.

Pour dire qu'un candidat à la présidence de la République se doit d'être porteur de grandes orientations pour son pays et que François Hollande n'est ni candidat à Matignon, ni candidat à Bercy.

Pour dire que dans l'état où ils ont mis la France, tout promettre serait mensonger ou irresponsable, je le dis en particulier à tous mes amis de gauche.

Pour dire que nous voulons réintroduire de la justice là où, depuis que 10 ans, on n'a fait que faire reculer l'équité.

Pour dire qu'il n'est pas de pays qui avance sans que sa jeunesse n'ait d'espoir.

Tel est le sens de notre ambition d'une grande réforme fiscale, qui doit permettre tout à la fois une contribution plus juste aux dépenses collectives (dans laquelle les revenus du capital ne sont pas moins sollicités que ceux du travail) et un redressement de nos finances publiques.

Tel est le sens de propositions telles que le contrat de génération, qui permet tout à la fois de favoriser l'embauche de jeunes salariés, sans écarter prématurément les actifs qui s'approchent de l'âge de la retraite.

Tel est le sens, s'agissant des retraites, de l'engagement de permettre immédiatement après les élections présidentielles et législatives, à ceux qui ont travaillé très tôt et qui ont leurs annuités de cotisation, de pouvoir partir de nouveau à 60 ans. C'est une exigence morale. Nous l'avons vu, avec François Hollande, lorsque nous avons visité, dans cette circonscription, il y a quelques semaines l'usine Placoplatre de Vaujours. Et puisque j'ai la chance de l'accompagner dans nombre de ses déplacements, je puis vous dire que partout, à Alstom au Creusot, comme sur les chantiers navals de Saint-Nazaire, cette demande est posée. Lorsque l'on voit ceux qui la posent, on ne peut la considérer comme injuste ou simplement de confort !

Tel est le sens de l'engagement de recréer en cinq ans 60 000 postes dans l'Education nationale, pour mettre fin à la casse de ce service public essentiel à toute société qui se veut tournée vers le progrès et l'avenir.

Voilà de quoi je souhaiterais que l'on parle, dans les mois qui viennent, à l'occasion de la campagne qui s'ouvre.

Voilà la politique à la mise en œuvre de laquelle je serais honoré de participer aux côtés de François Hollande, en votre nom si, le moment venu, vous en décidez.

Et parce qu'il va nous falloir de la force, ensemble, au cours des mois qui viennent, je vous invite à en constituer quelques-unes sans attendre, autour des buffets, en vous remerciant à nouveau de votre présence ce soir.